

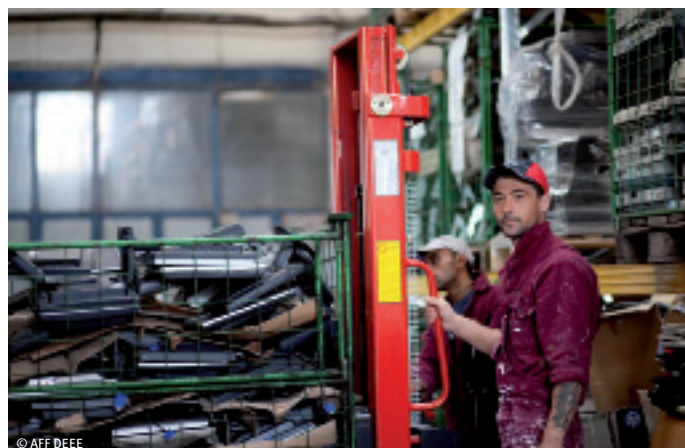
Roumanie

# Francs tireurs de l'insertion par l'activité

À Bucarest, le chantier d'insertion des Ateliers sans frontières roumains se bat, sans argent public, pour donner un travail à des personnes à la marge. Un accompagnement socio-professionnel innovant, dans l'un des pays les plus pauvres de l'Union européenne.

**I**l y a quelques années, Dumitru n'aurait jamais imaginé passer une qualification de chauffeur de chariot élévateur, ni Georgeta de couturière. Considérés « inemployables » comme de nombreux roumains cumulant les difficultés économiques et sociales, ils ont démontré le contraire grâce à leur insertion dans les activités économiques sociales et solidaires de la structure d'insertion d'Ateliere Fara Frontiere (AFF). Une association roumaine fondée en 2008 dans le prolongement de l'association française Ateliers sans frontières (ASF).

Comme eux à Bucarest, une trentaine de bénéficiaires remettent un pied à l'étrier, s'attelant à la revalorisation de déchets électroniques ou à la transformation de bâches publicitaires en sacs. « Nous donnons du travail et une formation à des personnes sans revenus, qui ne sont pas inscrites comme demandeurs d'emploi et ne sont pas prises en compte par les politiques publiques », explique Raluca Ouriaghli, directrice d'AFF, soulignant que « si le taux officiel de chômage ne dépasse pas les 7 %, la Roumanie affiche pourtant un taux de pauvreté catastrophique ». Après une période de stabilisation pour lever les freins les plus bloquants – par exemple permettre à cette personne en fauteuil roulant de venir au travail dans une ville aux transports en commun non accessibles –, des personnes sans domicile fixe, anciens détenus ou toxicomanes deviennent tous salariés en insertion à temps plein. Sur leurs quarante heures hebdomadaires, dix sont consacrées à leur suivi individualisé par deux chargés d'insertion.



Les pratiques de ces conseillers – assistant social/ psychologue de formation universitaire – sont comparables à celles de leurs homologues français. Ils ont bénéficié des partages d'expériences d'Ateliers sans frontières France, de fédérations comme le Coorace ou la Fédération des entreprises d'insertion, ainsi que du réseau européen d'insertion (Ensie). Mais la méthodologie a dû être adaptée au contexte local : « Ici il n'y a pas de dispositif d'insertion par l'activité économique : pas de contrats aidés et pas de répartition formelle des rôles. Nous allons donc plus loin que ce que fait un chantier d'insertion en France en assurant aussi une mission d'assistance sociale. »

## Échanges de services

Pour mener à bien leur accompagnement global, les travailleurs sociaux échangent des services avec leurs partenaires sociaux associatifs ou institutionnels : eux s'occupent du suivi socio-professionnel des personnes, l'agence nationale anti-drogue de consultations spécialisées, tandis que deux associations visent l'accès au logement, etc.

Une façon intelligente de pallier l'absence de politique publique. « C'est une véritable chance qu'en France les structures associatives d'insertion puissent bénéficier de subvention étatiques. Pour nous ici, c'est très dur », insiste Raluca Ouriaghli. AFF, aux financements fragiles, se bat en faisant appel à des soutiens privés et s'autofinance à 50 %. Elle est la seule véritable structure d'insertion par l'activité économique de Roumanie proposant un parcours vers une qualification et une employabilité durable. « Mais faute de moyens, notre modèle n'est pas reproductible ici en Roumanie », déplore la responsable. Pourtant, son association continue d'y croire. Avec le lancement prochain d'une activité de maraîchage bio et de compostage sur des terres situées à 30 km de la capitale, le nombre de bénéficiaires devrait doubler et de nouveaux chargés d'insertion arriver en renfort.

Armandine Penna

**163**  
salariés  
en insertion

**40**  
sorties  
vers le marché  
du travail  
conventionnel